

VILLE DE BRUXELLES – STAD BRUSSEL



**PLAN TRIENNAL 2016 – 2018 : PLAN DE
GESTION ET NOTE D'ORIENTATION –
DRIEJAARLIJKS PLAN 2016 – 2018 :
BEHEERSPLAN EN ORIENTATIENOTA**

Note d'orientation

Préambule :

La présente note d'orientation a pour objectif d'illustrer et expliquer les diverses données exposées dans le plan de gestion 2016-2018.

Celui-ci s'inscrit dans un travail de planification étendue, plus aisé dans la deuxième partie de la législature mais ayant demandé de nombreux efforts et analyses de la part de tous les acteurs associés au dit plan de gestion.

A) Axe économique :

Depuis plus de 10 ans, la Ville de Bruxelles inscrit ses budgets et clôture ses comptes en boni. Le plan de gestion 2016-2018 ne déroge pas à la règle et respecte donc les prescrits régionaux.

Le travail d'équilibrage du budget est pourtant chaque année de plus en plus compliqué, et ce pour de multiples raisons : augmentation du nombre de compétences et charges incombant aux communes, report de charge du Fédéral vers les communes, impact des réformes fiscales régionales et fédérales, augmentation de la pauvreté et fuite des ménages à revenu moyen vers la périphérie, augmentation des montages fiscaux émanant, principalement, de l'Union Européenne, conséquences des mesures de sécurité et du « lockdown » bruxellois, ...

Malgré ces éléments, souvent indépendant de la volonté de la Ville de Bruxelles, il était pour le Collège d'une importance particulière de conserver un sérieux et une gestion responsable de son budget, et en particulier une maîtrise complète de son endettement.

Pour les années à venir, de multiples efforts seront entrepris en termes de dépenses et recettes afin de conserver le précieux équilibre : notons ici l'instauration d'analyses d'impact – à introduire obligatoirement dans le cas d'un nouvel investissement ayant un impact sur les budgets extraordinaires et ordinaires, permettant ainsi un meilleur contrôle, une meilleure planification et surtout un processus décisionnel éclairé, prenant en compte tous les paramètres d'un nouvel investissement – mais aussi les groupes de travail « économies de dépenses » et « augmentation des recettes » qui seront organisés dès 2016 et rassembleront les divers acteurs volontaires de l'administration et des cabinets, se réunissant sur plusieurs thèmes (marchés publics, personnel, fonctionnement, ...).

Ci-dessous sont exposés également les divers moyens qui ont permis d'introduire un plan à l'équilibre jusque 2018.

La règle générale que nous avons adoptée pour la plupart des montants, aussi bien en recettes qu'en dépenses, consiste en une augmentation d'un peu plus de 1%. Nous prévoyons en effet que l'inflation sera très faible les deux années à venir. Nous en avons donc tenu compte de manière générale en dépenses et en recettes.

Cependant, en ce qui concerne les dépenses de personnel, la circulaire relative aux paramètres en vue de l'élaboration des plans de gestion pour la période 2016-2018 stipule la prise en compte de l'impact des augmentations barémiques à hauteur de 1,3% et d'une inflation de 2%. Ces paramètres ne sont pas pris en considération dans nos projections car nous prévoyons une inflation très basse les deux années à venir, ce qui aura son impact sur les recettes et les dépenses. De plus, pour ce qui concerne l'augmentation des barèmes de 1,3 %, nous partons du principe que les augmentations biennuelles des jeunes salariés sont compensées par le départ des anciens qui bénéficient d'un salaire plus important.

En outre, après 23 ans, le traitement maximal est atteint. L'expérience nous démontre que l'application d'une augmentation de 1,013 n'est pas nécessaire.

1. Volet Financement

1.1. Fiscalité additionnelle

Dans une logique de continuité avec la politique régionale en matière de fiscalité, la Ville maintient son engagement de conservation de l'additionnel à l'IPP à 6%, l'un des plus bas de la Région Bruxelloise.

Il est important d'encourager les ménages à bonne capacité contributive de rester sur le territoire régional. La Ville souhaite également maintenir au plus bas son financement par le revenu du travail, par essence opposé au revenu du capital.

Il est à noter que, malgré une évolution constante de la population, illustrée par le besoin criant de places dans les écoles et crèches, les revenus relatifs à l'additionnel à l'IPP continuent de stagner, illustrant parfaitement la paupérisation profonde la population bruxelloise.

Les montants 2017 et 2018 ont donc été basés sur les montants 2016. Les effets du tax shift fédéral ainsi que les problèmes d'enrôlement auront un impact significatif sur les recettes liées à l'IPP. La diminution de recette sera respectivement d'environ 500.000 euros et 1 millions d'euros pour 2017 et 2018. Aucun effet positif lié au tax shift n'est encore connu.

Le précompte immobilier, fixé sur base des circulaires budgétaires (et d'un certain nombre de paramètres de fixation des revenus cadastraux), est, lui, en augmentation, malgré une crainte sur la capacité du cadastre fédéral à suivre activement les dossiers envoyés par la Ville de Bruxelles.

La politique de revitalisation urbaine entraîne toujours de nombreuses constructions nouvelles et rénovations du parc immobilier, de même que les grands projets dont certains à l'initiative de la Ville de Bruxelles – on peut citer ici le projet NEO sur le plateau du Heysel, mais également le développement du site de Tour & Taxis et des environs du canal (projets « Méandres », « Docks Bruxsel ») et la création de centaines de logements neufs. Cette politique de revitalisation induit ainsi une augmentation des revenus cadastraux.

Grâce à la création de la cellule cadastre au sein du département des finances de la Ville de Bruxelles, évoquée dans le plan de gestion 2013-2015, les nombreux retards existants dans la mise à jour du traitement des informations ont aujourd'hui disparus à quelques exceptions près.

Cette cellule a par ailleurs entamé en 2015 un processus de régularisation des habitations dites

« sans confort ». En effet, de nombreuses habitations, classées comme étant sans confort (absence de salle de bain privative et/ou de chauffage central) ont depuis longtemps changé de catégorie, sans toutefois qu'une régularisation cadastrale ait été faite. Généralement bien accueillie par la population, la régularisation effectuée en 2015 devrait rapporter plus d' 1 million d'euros supplémentaires à la Ville, par an, à partir de 2016.

Les retards d'enrôlement par l'Autorité Fédérale peuvent mettre à mal la trésorerie de la Ville. La part toujours plus importante de la main-morte, le manque d'information sur les dégrèvements et la difficulté de les anticiper font planer des incertitudes sur les recettes futures.

En ce sens, la Ville plaide toujours pour une reprise par la Région Bruxelloise de la perception du précompte immobilier et de la gestion du cadastre, comme cela a été fait en Région Flamande.

1.2. Taxes perçues par la Ville

Grâce à l'analyse approfondie du fonctionnement du service des taxes, une modernisation en matière informatique a pu être effectuée et est en cours d'implémentation. Cette modernisation permettra des constats plus efficaces, rapides et multifonctionnels et ceci pour l'ensemble des taxes. En effet, les agents recenseurs pourront, sur le terrain, grâce à l'utilisation de tablettes, connaître en temps réel le statut de chaque bien enregistré ou non dans le système centralisé et introduire les données recensées, dans les modules de taxation ; ce qui permettra d'accroître la rapidité et la qualité des enrôlements et d'augmenter la rentabilité des taxes. Ce gain de temps permettra donc de rediriger une partie du personnel en place pour le suivi de l'enrôlement.

D'une manière générale, les efforts déjà entrepris au niveau des enrôlements seront poursuivis. Une accélération de ces derniers ne peut qu'être profitable en ce qui concerne le suivi des objectifs, la trésorerie et la réduction du risque d'insolvabilité.

En particulier, les actions déjà réalisées au niveau des taxes sur les « immeubles à l'abandon et/ou inoccupés » et les « secondes résidences » seront poursuivis (recensement systématique des objets imposables par quartier) et ceci en étroite collaboration avec les services de l'Urbanisme et éventuellement la cellule « Logements inoccupés » de la Région.

En ce qui concerne les autres types de logement, une réflexion sera entamée sur la taxation des Bed&Breakfast, chambres d'hôtes (en attente d'une éventuelle mise en œuvre de l'Ordonnance régionale en cette matière) et sur la taxation des flat-services qui sont l'objet d'une véritable exploitation commerciale (notamment par la transformation de surfaces de bureau) .

Une réflexion sera aussi entamée relativement au problème de la main-morte des institutions européennes dû à la constitution, par les propriétaires privés de certains bâtiments de bureau, d'un droit emphytéotique au profit de ces institutions.

Au niveau du recouvrement des taxes communales deux futurs projets auront un impact important sur la perception des créances fiscales :

1) *La dématérialisation de la gestion des créances (fiscales) :*

Cette méthode de gestion dématérialisée nous permettra de rentabiliser le processus de recouvrement en réduisant le coût opérationnel (moyens financiers et main d'œuvre), le rendant ainsi plus efficace et efficient.

2) *Développement de l'outil informatique Pubfin (Recouvrement) :*

En élargissant les fonctionnalités de l'outil actuel par le biais du développement :

- A. de nouveaux modules permettant le calcul automatisé des intérêts de retard et des plans de paiement éventuels ;
- B. d'une nouvelle structure d'enregistrement des informations dans la base de données ;
- C. d'un nouveau module permettant l'impression de toute correspondance liée au recouvrement des créances (sur base de documents type);
- D. d'un échéancier performant lié à un système de Workflow;
- E. d'une nouvelle interface comptable permettant le traitement automatisé des paiements avec et sans communication structurée;

1.3 Recettes de dette

Les recettes de dette restent au même niveau que les années précédentes (une augmentation de 1,5 % est prévue pour les dividendes en 2017 et 2018).

A partir de l'exercice 2014, la Ville reçoit une indemnité qui couvre les charges administratives et logistiques résiduelles pesant sur les communes associées et découlant directement ou indirectement de l'exploitation des infrastructures de distribution d'eau et de collecte des eaux usées. Cette indemnité est établie sur base du montant annuel forfaitaire de 18 euro par logement ou unité d'occupation desservi sur la commune. Ce montant s'élève à 1.875.186,00 euro par an.

1.4 Recettes de prestation

Les recettes de prestations restent au même niveau que les années précédentes.

La Ville continue à rationaliser les redevances et à améliorer leur contrôle et leur perception (Commerces ambulants, marchés terrasses, utilisation de l'espace public à des fins privées ...)

La rénovation / adaptation des horodateurs existants avec une nouvelle technologie ainsi que le passage en cashless engendreront une meilleure perception résultant d'une augmentation des recettes horodateurs. La volonté est de mettre tout en œuvre pour que les recettes augmentent grâce à cette nouvelle technologie.

1.5 Dotations/subsides généraux/structurels

Outre les subsides régionaux visant à améliorer la situation budgétaire des communes (2.138.576,00 euro en 2016) et celui visant à associer les communes au développement de la Région (7.237.664,00 euro en 2016), d'autres subsides sont enregistrés tels que le subside visant à stimuler la

statutarisation au sein des pouvoirs locaux (127.000,00 euro en 2016), le subside visant à promouvoir la diversité au sein du personnel par la mise à l'emploi de contractuels spécifiques (255.000,00 euro en 2016), le subside visant à financer une prime à la vie chère au personnel résidant dans les frontières de la Région de Bruxelles-Capitale (710.000,00 euro en 2016) et le subside relatif aux primes linguistiques (2.165.000,00 euro en 2016).

En 2015 le programme Politique des Grandes Villes a été régionalisé. La Région a décidé de terminer progressivement ce programme (2016 = 70% du montant de 2015 ; 50% pour 2017 et 30% pour 2018. Fin du programme au 1/1/2019). Un nouveau programme est en voie d'élaboration. Le principe de ce nouveau programme est d'assurer la sécurité-prévention via les compétences en aménagement du territoire et devrait être mis en place dans le deuxième semestre 2016.

Il faut noter que les montants 2017 et 2018 n'étant pas encore connus, ils seront basés sur ceux de 2016.

2. Volet Personnel

Une réforme complète des statuts et cadres organiques de la Ville est actuellement en cours de négociation. Celle-ci a pour objectif principal la modernisation de la gestion et le suivi de la carrière des agents communaux.

Cette réforme permettra également la nomination des agents communaux en fonction, volonté politique d'encourager le travail statutaire, en particulier chez les agents de niveaux inférieurs (C à E).

Enfin, la révision des cadres et statuts, aussi via une modernisation informatique permettra une analyse complète des différents métiers en place à la Ville de Bruxelles ainsi qu'un suivi en temps réel de toutes les étapes dans la carrière de l'agent (formations, congés, maladies, traitement,...) permettant à terme des économies et réorientations en matière de personnel, ainsi que des économies de fonctionnement (dématérialisation complète).

La Ville de Bruxelles privilégie l'engagement de personnel supplémentaire permettant de rapporter des recettes supérieures au coût de l'agent, notamment dans le cadre des sanctions administratives communales, des recherches urbanistiques (plans) ainsi que du contrôle des commerces type horeca et terrasses.

Malgré une constante analyse des besoins en matière de personnel et une remise en question permanente de l'opportunité de nouveaux engagements, certaines augmentations de personnel indispensable se font sentir, notamment lors de l'ouverture des nombreuses crèches, principalement à charge du pouvoir communal.

3. Volet Fonctionnement

Malgré les investissements considérables consentis dans l'isolation des toitures, avec une priorité mise sur les bâtiments les plus énergivores (bâtiments de l'instruction publique principalement), mais également le projet d'achat groupé d'énergie, la consommation d'eau, gaz et électricité représente toujours une part importante du budget de fonctionnement : environ 9.7 millions

d'euros, soit près de 12%. En cause, l'augmentation constante des prix, principalement celle de l'eau.

A noter que la Ville effectue un suivi particulier dans la consommation de ses 3 piscines (dont une vient de rouvrir suite à sa réfection), entraînant, malgré la hausse des prix, des économies substantielles en eau et chauffage.

Pour le futur, l'installation de panneaux photovoltaïques accompagnera le plan d'isolation des toitures afin de permettre une moins grande dépendance de la Ville au marché de l'énergie.

En outre, l'évolution des frais de fonctionnement reste en règle générale inférieure à l'inflation et fera l'objet, dans le cadre des groupes de travail présentés ci-dessus, d'une analyse approfondie et complète remise en question.

4. Transferts

Malgré de nombreux efforts consentis dans les subsides dits « non-obligatoires », la politique ambitieuse d'investissements de la Ville entraîne une augmentation de certains subsides aux ASBL para-communales, pour exemple les Bains de Bruxelles, dont la réouverture de la piscine de Laeken entraînera une dotation plus importante mais également les dotations aux ASBL gestionnaires de lieux culturels, faisant face à l'ouverture de deux nouveaux centres (Saint-Nicolas et Breughel).

Il est à noter également que le financement des cultes augmente de manière constante, sans réel possibilité d'intervention ou d'action.

5. Volet investissement

Il est primordial pour la Ville de Bruxelles de maintenir un niveau d'investissement tenable dans son impact sur le budget ordinaire. La charge de la dette est maîtrisée et anticipée.

Une priorité sera donnée sur des investissements entraînant des économies au budget ordinaire, notamment isolation, panneaux photovoltaïques mais également achats de caméras de surveillance permettant de diminuer la dépendance de la Ville aux services de gardiennage externes.

En termes de financements, une incertitude subsiste sur le renouvellement du plan triennal d'investissement, ayant permis le financement de projets spécifiques. Dans ce cadre, la Ville de Bruxelles plaide pour une simplification du processus de subsidiation, via la création d'une dotation générale extraordinaire, qui entraînerait une diminution de la charge administrative pour les deux entités en question.

Une incertitude subsiste également quant à l'octroi de prêts par le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement. Celui-ci a permis le financement de projets d'investissements conséquents.

6. Volet CPAS

La dotation au CPAS est une grande incertitude pour les exercices à venir. En effet, de nombreuses décisions prises au niveau du pouvoir fédéral augmentent de manière conséquente la charge sur les pouvoirs locaux et en particuliers leurs CPAS.

L'accueil des réfugiés en attente de papiers, la dégressivité des allocations de chômage mais aussi les conséquences du « lockdown » sur l'économie bruxelloise sont autant d'incertitudes qui auront un impact sur la population de la Ville de Bruxelles amenée à se tourner vers le CPAS.

Malgré la prévision d'une augmentation de 1% - comme pour l'ensemble des transferts – il est important de souligner que la dotation au CPAS devrait connaître une part grandissante dans le budget de la Ville de Bruxelles.

7. Volet Zone de Police

Les règles que la Ville se fixe en terme de rigueur au niveau des dépenses de fonctionnement et des investissements seront également observées par la Zone de Police.

Si le risque d'attentat reste à un niveau important, il est un fait que les heures prestées par les forces de police dans le cadre de la sûreté de l'état seront plus élevées, ce qui impactera le budget de manière conséquente.

8. Conclusions

Les explications ci-dessus au plan de gestion pluriannuel illustrent parfaitement la volonté de la Ville de Bruxelles de gérer avec sérieux et responsabilité les compétences qui lui incombent.

Malgré tout effort de planification, il n'en reste pas moins certaines incertitudes, telles qu'exposées dans l'introduction.

L'équilibre budgétaire, bien que renforcé par un important boni cumulé, peut parfois s'avérer fragile en raison de décisions des autorités supérieures, qui ne peuvent être anticipées. C'est pourquoi la Ville de Bruxelles plaide pour une meilleure coordination avec celles-ci, mais aussi pour une compensation de l'impact de leurs décisions sur les communes.

Représentant près de la moitié des investissements publics, les communes sont en effet indispensables pour la construction d'infrastructures de proximité telles que les écoles, les centres sportifs ou culturels. Leur financement représente donc un enjeu majeur pour la fin de cette législature.

B) Axe fonctionnel :

- Ordre public et sécurité

Ces dernières années, la politique de recrutement au sein de la zone a connu un essor important. Cet effort est aujourd'hui freiné notamment en raison des conséquences qu'ont la réforme des

pensions d'une part et la diminution de la dotation fédérale d'autre part. Néanmoins, afin d'assurer ses multiples missions, la zone de police grâce à l'augmentation des dotations communales, s'efforce de garantir un break-even (les départs sont jusqu'à présent compensés par les engagements).

Outre les investissements annuels, un investissement considérable est planifié pour le renouvellement du parc immobilier, notamment avec l'acquisition des sites Lorebru pour y abriter le secteur territoriale 'NOH-Haeren' ainsi que le site De Ligne pour y abriter tous les services d'appui opérationnels et fonctionnels. Si ces acquisitions ne sont pas accompagnées d'une économie en terme de personnel ou d'une augmentation de la dotation à la zone de police, elles impacteront de manière significative la dotation de la Ville de Bruxelles ainsi que d'Ixelles.

- Enseignement

En 2016, la Ville de Bruxelles dépensera un budget de 40 millions d'euros, axés principalement sur un grand projet hautement subsidiable : le projet de démolition/reconstruction du complexe néerlandophone Mutsaard. Accueillant les enfants de la crèche au secondaire, celui-ci touchera donc plusieurs compétences communales. En tout, 268 places scolaires seront créées (136 en primaire et 132 en secondaire) et 18 places en crèche néerlandophone.

A terme, ce projet permettra aussi de créer des places francophones sur le site des Pagodes :

- L'Atheneum Karel Buls qui y est actuellement implanté y libérant de la place en déménageant sur le site Mutsaard au profit de l'Athénée des Pagodes : 96 places
- L'école maternelle koningin Astrid actuellement sur la nouvelle implantation « Donderberg » y retournant aussi, création de 168 places maternelles francophones.

Sur la législature 2016-2018, la Ville prévoit des dépenses à hauteur de 83 millions d'euros d'ici la fin de la législature, afin non seulement d'augmenter l'accueil dans l'enseignement mais également améliorer, entretenir et rénover le patrimoine scolaire existant.

Les travaux d'économie d'énergie se poursuivront, permettant des économies considérables aux budgets ordinaires de la Ville de Bruxelles. L'isolation des toitures constitue une priorité dans les investissements de rénovation.

A l'horizon 2018, la construction d'une nouvelle infrastructure est prévue pour l'école fondamentale Congrès Dachsbeck (cité administrative) avec création de 229 places supplémentaires.

- Jeunesse, éducation et beaux-arts

Une nouvelle infrastructure pour le centre de jeunes Locomotives verra le jour en 2016, dans le cadre du contrat de quartier Nord.

Le projet FEDER – Beliris de la réaffectation de la Bourse en « Beer Palace » se voit doté d'un budget de 5 millions d'euros jusque 2018 à charge de la Ville. Plus de 20 millions d'euros seront subsidiés pour ce projet d'envergure, à la fois de qualité architecturale irréprochable mais aussi permettant la redynamisation de cet espace hors normes, permettant ainsi une attractivité grandissante du secteur touristique mais aussi un retour des bruxellois au Centre-Ville, grâce au retour des traditions de la brasserie et du savoir-faire belge.

- Aide sociale et familiale

Comme indiqué ci-dessus, le projet « Mutsaard » permettra la création de 18 places néerlandophones supplémentaires.

D'ici la fin de la législature, deux nouvelles infrastructures de crèches seront créées en collaboration avec City Dev, permettant l'ouverture de 2 x 62 places dans le cadre du nouveau contrat de quartier durable TIVOLI.

Les travaux pour la construction des crèches Wittouck, dans le cadre du contrat de quartier Bockstael, et Cité Modèle, en collaboration avec le Foyer Laekenois, seront entamés en 2017.

Deux nouveaux lieux de co-accueil seront également ouverts sur le territoire de Neder-Over-Heembeek, en collaboration avec la SFAR.

Ce sont donc 5 crèches et 2 lieux de co-accueil qui seront ouverts ou en cours d'ouverture sur les années 2016 à 2018.

- Santé publique et hygiène publique

En 2016, se poursuivront les travaux de restructuration dans la MR/S Aux Ursulines : rénovations, augmentation de la capacité d'accueil MR/S, création de 8 résidences services pour personnes âgées et intégration d'une crèche dans le bâtiment, la fin du chantier est prévue pour 2018. Les travaux de restructuration au Centre de Réadaptation Heysel-G.Brugmann se poursuivent également (rénovations et augmentation de la capacité d'accueil MR/S), pour une fin prévue également en 2018.

Des travaux de restructuration seront entamés à la Résidence Sainte-Gertrude, pour une fin de travaux prévue également en 2018.

En 2017 est prévue l'ouverture de la nouvelle MR/S Maison Vésale, dédiée à l'accueil et à l'accompagnement de personnes âgées désorientées (128 lits) et la fin de l'activité MR/S sur le site de l'Institut Pacheco.

Dans le cadre de la réaffectation de l'Institut Pacheco, un programme de résidences services pour personnes âgées sera intégré. Il est également prévu le développement et la réorganisation des services d'accompagnement et de soins à domicile.

En terme de propreté publique, poursuite et renforcement des politiques de balayage et de lutte contre les dépôts clandestins, les graffitis, les déjections canines et autres incivilités seront les mots d'ordre de 2016 à 2018.

La Ville de Bruxelles se dotera de 6 nouveaux aspirateurs de rue électriques et renouvellera son parc des balayeuses pour assurer l'entretien quotidien des grands boulevards et des grandes artères communales.

Dans le cadre d'une gestion plus efficace et moderne de l'hygiène publique, la Ville de Bruxelles prévoit également l'acquisition de 42 poubelles « intelligentes » (solaires et compresseuses).

Enfin, les subsides aux associations ont été augmentés pour soutenir et favoriser les initiatives locales, telles que les projets d'enfouissement de déchets.

- Logement et aménagement du territoire

La Régie et le CPAS poursuivent leurs engagements en matière de création de logements via le « Plan 850 Logements » porté sous cette mandature. Le Plan, estimé à près de 200 millions d'euros, est essentiellement porté par la Régie qui créera +/- 651 logements. A noter que le budget de la Régie qui sera injecté dans ce Plan est distinct de celui de la Ville et n'impacte donc pas celui-ci.

A côté des logements, il faut souligner que ce sont aussi des centaines de places de parkings autos, motos et vélos, ainsi que plusieurs espaces collectifs et privés, potagers, salles communautaires, locaux dédiés au commerce et au bureau, écoles, maisons de soin, etc, qui verront le jour.

La Régie, comme le CPAS, porte des projets d'habitats alternatifs et dédiés à des publics spécifiques : PMR, seniors, handicapés vieillissants, kots étudiants, logements kangourou ; et réservera, par ailleurs, une partie du patrimoine créé à de l'acquisitif à destination de ménages à revenu modéré.

Bien entendu, toutes les nouvelles constructions s'inscrivent dans une stratégie de développement durable (PEB 2015 et Charte de Qualité spécifique).

En janvier 2016, pour la Régie : 5 projets sont terminés, 7 sont en cours, 7 débiteront en 2016, 5 en 2017 et 2 en 2018. Par ailleurs, d'autres perspectives se profilent dans le temps et toutes les unités de logements héritées ou créées sont additionnées au Plan.

En matière d'Urbanisme, les principaux projets de l'année 2016-2017 et 2018 seront de poursuivre le réaménagement du quartier rue Neuve ainsi que celui de l'Ilot Sacré.

En termes d'espaces publics, la place Agora recevra une étude approfondie sur leur réaménagement. Les nouvelles places devraient voir le jour pour la fin de la législature. Par ailleurs, quelques changements seront à prévoir pour la place des Barricades et la place de la Justice.

Les travaux du pourtour de la Bourse devraient être entamés conjointement à ceux des Boulevards de Centre. Dans le cadre de la rénovation de ces derniers, une attention particulière sera apportée aux façades. Une prime pour leur rénovation sera octroyée en complément à celle de la Région afin d'être un levier décisionnel.

Les poteaux des grilles du parc de Bruxelles seront refixés et restaurés tout comme les pilastres. Le mur d'enceinte et ses vestiges tels que la tour de Villers et la tour du Pléban feront également l'objet d'une restauration.

L'hôtel de Ville recevra une attention particulière lors de la restauration de ses quatre tourelles et de la troisième phase de réparation de la toiture.

Par ailleurs, de nouveaux plans d'urbanisme et de planification continueront d'être élaborés.

Oriëntatienota

Inleiding :

De huidige oriëntatienota heeft als doelstelling de verschillende gegevens, uiteengezet in het beheersplan 2015-2018, te verduidelijken en uit te leggen.

Deze nota is een deel van een ruime planning, gemakkelijker tijdens het tweede deel van de legislatuur maar die reeds zware inspanningen en analyses gevraagd heeft vanwege al de partners in dit beheersplan.

A) Economische as:

Sinds meer dan 10 jaar vult de Stad Brussel zijn begrotingen in en sluit zijn rekeningen af met een boni. Het beheersplan 2016-2018 wijkt niet af van die regel en het respecteert dan ook de gewestelijke voorschriften.

Het werk om het begrotingsevenwicht te bekomen wordt evenwel elk jaar ingewikkelder, en dit voor verschillende redenen : verhoging van het aantal bevoegdheden en lasten voor rekening van de gemeenten, overdracht van lasten van het federale naar de gemeenten, impact van de regionale en federale fiscale hervormingen, verhoging van de armoede en de vlucht van de gezinnen met een gemiddeld inkomen naar de rand, verhoging van de fiscale constructies vooral afkomstig van de Europese Unie, gevolgen van de veiligheidsmaatregelen en van de Brusselse “lockdown”, ...

Ondanks die elementen, dikwijls onafhankelijk van de wil van de Stad Brussel, was het voor het College van het allergrootste belang om een degelijkheid en een verantwoordelijk beheer van zijn begroting te bewaren, en in het bijzonder een compleet beheer van de schuld.

Voor de komende jaren zullen meerdere inspanningen geleverd worden op het vlak van de uitgaven en de ontvangsten om dit precieuze evenwicht te bewaren : de invoering van impactanalyses – verplicht in te voeren in het geval van een nieuwe investering met een impact op de buitengewone en de gewone begroting, om dusdanig een betere controle, een betere planificatie en vooral een verstandig beslissingsproces toe te laten, en die rekening houdt met alle parameters van een nieuwe investering - maar ook de werkgroepen « besparen op de uitgaven » en « verhoging van de ontvangsten » die vanaf 2016 georganiseerd zullen worden en die de verschillende vrijwillige actoren van de administratie en de kabinetten zullen bijeenbrengen, en die samen zullen komen rond verschillende thema's (overheidsopdrachten, personeel, werking, ...).

Hieronder worden tevens de verschillende middelen, die toegelaten hebben om een plan in evenwicht tot 2018 in te dienen, uiteengezet.

De algemene regel die we toegepast hebben voor de meeste bedragen, zowel in ontvangsten als in uitgaven, bestaat uit een verhoging van iets meer dan 1%. We verwachten immers dat de inflatie

zeer zwak zal zijn de twee volgende jaren. We hebben er dus rekening mee gehouden in uitgaven en in ontvangsten.

Voor wat betreft de personeelsuitgaven, vermeldt de omzendbrief betreffende de parameters voor het opstellen van het beheersplan 2016-2018 het in rekening brengen van het impact van de baremische verhogingen tot 1,3% en een inflatie van 2%. Met deze parameters wordt geen rekening gehouden in onze projecties daar we een heel lage inflatie verwachten voor de twee komende jaren, wat een impact zal hebben op onze ontvangsten en onze uitgaven. Bovendien, voor wat betreft de verhoging van de barema's met 1,3%, gaan we uit van het principe dat de tweejaarlijkse verhogingen van de jonge werknemers gecompenseerd worden door het vertrek van de ouderen die over een belangrijker salaris beschikken.

Daarenboven, na 23 jaar, is de maximumwedge bereikt. De ervaring leert ons dat de toepassing van een verhoging met 1,013 niet nodig is.

1. Luik Financiering

1.1. Aanvullende fiscaliteit

In de logica van de voortzetting met de gewestelijke politiek op het vlak van de fiscaliteit, behoudt de Stad zijn belofte om de opcentiemen op de personenbelasting te behouden op 6 %, een van de laagste van het Brusselse Gewest.

Het is belangrijk om de gezinnen met een goede belastingcapaciteit aan te moedigen om op het gewestelijk territorium te blijven. De Stad wenst eveneens om zijn financiering door de arbeidsinkomsten zo laag mogelijk te houden, in wezen het tegenovergestelde van inkomsten van kapitaal.

Er kan tevens opgemerkt worden dat, ondanks een constante evolutie van de bevolking, verduidelijkt door de dringende kreet voor plaatsen in het onderwijs en de crèches, de inkomsten betreffende de opcentiemen op de personenbelasting blijven stagneren, wat perfect de diepgaande verarming van de Brusselse bevolking illustreert.

De bedragen 2017 en 2018 zijn dus gebaseerd op de bedragen 2016. De effecten van de federale taxshift evenals de incohieringsproblemen zullen een beduidend impact hebben op de ontvangsten verbonden met de personenbelasting. De vermindering van de ontvangst zal respectievelijk ongeveer 500.000 euro en 1 miljoen euro voor 2017 en 2018 bedragen. Nog geen enkel positief effect verbonden aan de taxshift is heden gekend.

De onroerende voorheffing, vastgesteld op basis van de begrotingsomzendbrieven (en van een zeker aantal parameters voor de vaststelling van de kadastrale inkomsten) is aan het stijgen, ondanks de vrees over het vermogen van het federale kadaster om actief de dossiers opgezonden door de Stad Brussel te volgen.

De politiek van de stedenbouwkundige wederopleving brengt steeds verschillende nieuwe constructies en de vernieuwing van het immobiënpark met zich mee, evenals de grote projecten waarvan sommige op initiatief van de Stad Brussel – hier mag het project Neo op de Heizelvlakte vermeld worden, maar eveneens de ontwikkeling van de site van Tour & Taxis en de omgeving van

het kanaal (project “Meander”, Docks Brussel”) en de creatie van honderden nieuwe woningen. Deze politiek van wederopleving brengt tevens een verhoging van de kadastrale inkomsten met zich mee.

Dankzij de creatie van de cel kadaster bij het departement Financiën van de Stad Brussel, reeds vermeld in het beheersplan 2013-2015, zijn de verschillende bestaande achterstanden in het dagelijks bijhouden van de behandeling van de inlichtingen vandaag volledig verdwenen op enkele uitzonderingen na.

Deze cel heeft overigens in 2015 een regularisatieproces van de woningen genaamd “zonder comfort” opgestart. Immers, verschillende woningen, geklasseerd als zijnde zonder comfort (afwezigheid van een privé badkamer en/of centrale verwarming) zijn reeds lang van categorie veranderd, zonder dat een kadastrale regularisatie werd uitgevoerd. In het algemeen goed ontvangen door de bevolking, zou de regularisatie die uitgevoerd werd in 2015, meer dan 1 miljoen euro meer opbrengen voor de Stad, per jaar, en dit vanaf 2016.

De vertragingen bij de incohiering van de federale overheid kan de thesaurie van de Stad problemen bezorgen. Het steeds grotere aandeel van de dode hand, het gebrek aan informatie betreffende de belastingverlichtingen en de moeilijkheid om er op te anticiperen zorgen voor onzekerheden over de toekomstige inkomsten.

In die zin pleit de Stad er steeds voor om de inning van de onroerende voorheffing en het beheer van het kadaster over te laten aan het Brussels Gewest, zoals dit reeds gebeurd is in het Vlaams Gewest.

1.2. Door de Stad geïnde belastingen

Dank zij een grondige analyse van de werking van de dienst belastingen heeft men een modernisering van de informatica kunnen doorvoeren, die thans wordt geïnstalleerd. Ingevolge deze modernisering zullen de vaststellingen efficiënter, sneller en multifunctioneel en voor alle belastingen kunnen gebeuren. De tellingsagenten zullen aan de hand van een tablet op het terrein real time het statuut van elk al dan niet geregistreerd goed in het centraal systeem kunnen oproepen en hun vaststellingen in de belastingmodules invoeren; dit zal de snelheid en de kwaliteit van de incohieringen bevorderen en de rentabiliteit van de belastingen verhogen. Door deze tijdwinst zal een deel van het personeel zich meer kunnen toespitsen op de follow-up van de incohieringen.

Globaal genomen zullen de reeds geleverde inspanningen inzake incohiering verdergezet worden. De versnelling waarvan sprake zal dus onze doelstellingen inzake thesaurie in de hand werken en het risico op insolvabiliteit verminderen.

In het bijzonder zullen de reeds gevoerde acties op het gebied van de belastingen op verwaarloosde en-of onbewoonde gebouwen en de tweede verblijven verdergezet worden (systematische vaststellingen van de belastbare goederen per wijk) en in nauwe samenwerking gebeuren met de betrokken diensten van Stedenbouw en de cel “Onbewoonde woningen” van het Gewest.

Men overweegt ook een belasting in te voeren op de Bed & Breakfastlogies, de pensions (in afwachting van het eventueel aanwenden van de Gewestelijke Ordonnantie op dit gebied) en de

serviceflats die een werkelijke commerciële uitbating inhouden (met name na kantooroppervlakten te hebben omgebouwd).

Men zal ook nadenken over het probleem van de dode hand van de Europese instellingen die verworven wordt door het in erfpacht uitgeven van bepaalde kantoorgebouwen door privé-eigenaars aan deze instellingen.

Twee toekomstige projecten op het gebied van de inning van de gemeentebelastingen zullen een bijzonder impact hebben op de inning van de fiscale vorderingen :

1) *De dematerialisatie van het beheer van de fiscale vorderingen :*

Deze methode zal de rentabiliteit van de inning vergroten door de operationele kosten te verminderen (financiële middelen en personeel) aangezien zij efficiënter gebeurt.

2) *De ontwikkeling van de software Pubfin (Inning) :*

Door het uitbreiden van de doeltreffendheid van het huidige instrument via het ontwikkelen van :

A. nieuwe modules die automatisch de eventuele nalatigheidsinteressen en de afbetalingsschema's berekenen;

B. een nieuwe registratiestructuur van de informatie in de database;

C. een nieuwe module waarmee alle briefwisseling in verband met de inning van de vorderingen kan gedrukt worden (op basis van type-documenten);

D. een doeltreffende termijnplanner in het kader van een Workflow-systeem;

E. een nieuwe boekhoudkundige interface waarmee betalingen met of zonder gestructureerde mededeling kunnen behandeld worden.

1.3 Ontvangsten uit schuld

De ontvangsten uit schuld blijven op hetzelfde niveau als de vorige jaren (een verhoging van 1,5 % wordt voorzien voor de dividenden 2017 en 2018).

Sinds 2014 ontvangt de Stad een vergoeding die de overblijvende administratieve kosten dekt verschuldigd door de partnergemeenten voor de uitbating van de infrastructuur van de waterverdeling en de opslag van afvalwater. Deze vergoeding wordt vastgesteld op basis van een jaarlijks forfaitair bedrag van 18 euro per bediende woning of bezettingseenheid op het grondgebied van de gemeente. Dit bedrag beloopt 1.875.186,00 euro per jaar.

1.4 Ontvangsten uit diensten

De ontvangsten uit diensten blijven eveneens op hetzelfde niveau als de vorige jaren.

De Stad zet haar politiek van rationalisering van de retributies verder en stelt alles in het werk om hun controle en hun inning te verbeteren (Ambulante handel, terrassen, gebruik van openbare ruimten voor privédoeleinden...)

De uitrusting van de bestaande parkeermeters met nieuwe technologie en het overschakelen naar cashless zal een betere inning met zich meebrengen aangezien hierdoor meer parkeergeld zal geïnd worden. De bedoeling is alles in het werk te stellen om de ontvangsten dank zij deze nieuwe technologie te verhogen.

1.5 Dotaties/algemene/structurele subsidies

Naast de gewestelijke subsidies om de budgettaire toestand van de gemeenten te verbeteren (2.138.576,00 euro in 2016) en de subsidie om de gemeenten te betrekken bij de ontwikkeling van het Gewest (7.237.664,00 euro in 2016), ontvangen wij er ook andere, zoals deze om de statutarisering van de lokale besturen te bevorderen (127.000,00 euro in 2016), de subsidie om de diversiteit van het personeel te bevorderen door het aanwerven van specifieke contractuelen (255.000,00 euro in 2016), de subsidie om de levensduurpremie voor het personeel dat binnen de grenzen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest woonachtig is te financieren (710.000,00 euro in 2016) en de subsidie voor de taalpremies (2.165.000,00 euro in 2016).

In 2015 werd het programma van het Grootstedenbeleid geregionaliseerd. Het Gewest heeft daarop besloten dit programma geleidelijk aan af te werken (2016 = 70% van het bedrag van 2015 ; 50% in 2017 en 30% in 2018. Einde van het programma op 1/1/2019). Een nieuw programma is trouwens in voorbereiding. Het principe van dit nieuwe programma is het waarborgen van de preventie-veiligheid door het grondgebied aan te passen en zou in voege treden tijdens het tweede semester van 2016.

Aangezien de bedragen voor 2017 en 2018 nog niet bekend zijn, zal men zich baseren op deze van 2016.

2. Het luik Personeel

Over een volledige herziening van de statuten en het organieke kader van de Stad wordt momenteel onderhandeld. Het is de bedoeling het beheer en de opvolging van de loopbaan van de personeelsleden te moderniseren.

Door deze hervorming zal men eveneens gemeentepersoneel in functie kunnen benoemen; een speerpunt van het politieke beleid is namelijk het statutaire werk aan te moedigen, in het bijzonder dat van de leden van lager niveau (C tot E).

De herziening van de kaders en de statuten, eveneens via een modernisering van de informatica, zal ons toelaten een volledige analyse te kunnen doorvoeren van de verschillende beroepen die aan de Stad Brussel bestaan alsook het real-time opvolgen van elke etappe van de loopbaan van de personeelsleden (vormingen, verlof, ziekte, wedde,...). Op termijn kan men hierdoor besparingen doorvoeren en personeel heroriënteren alsook besparen op de werkingskosten (volledige dematerialisatie).

De Stad Brussel geeft er voorrang aan bijkomend personeel aan te werven wanneer hierdoor meer inkomsten kunnen geboekt worden als de kostprijs van het personeelslid, zoals in het kader van de Gemeentelijke Administratieve Sancties, de Stedenbouwkundige opzoekingen en de controle van handelszaken type horeca en van terrassen.

Ondanks een voortdurende analyse van de noden inzake personeel en een steeds in vraag stellen van de gepastheid van de nieuwe aanwervingen, wegen bepaalde noodzakelijke aanwervingen zwaar door, zoals bij voorbeeld bij de opening van nieuwe creches, die voornamelijk ten laste vallen van het gemeentebestuur.

3. Luik Werking

Ondanks de aanzienlijke investeringen in de dakisolatie, waarbij prioriteit gegeven werd aan de gebouwen die het meest energie consumeren (voornamelijk gebouwen van het Openbaar Onderwijs) evenals het project betreffende de groepsaankoop van energie, vertegenwoordigt het verbruik van water, gas en electriciteit nog steeds een belangrijk deel van het werkingsbudget : ongeveer 9.7 miljoen euro, oftewel bijna 12%. De continue stijging van de prijzen, hoofdzakelijk de prijs van het water, is hiervan één van de belangrijkste redenen.

Er dient opgemerkt te worden dat de Stad bijzondere aandacht besteedt aan de opvolging van het verbruik van de 3 zwembaden (waarvan er één onlangs, na renovatie, heropend is) waardoor, ondanks de eerder vermelde prijsstijging, aanzienlijk bespaard kon worden op het gebied van water en verwarming.

In de toekomst zal de installatie van zonnepanelen, samen met de verbeterde dakisolatie, er voor zorgen dat de Stad minder afhankelijk zal zijn van de schommelingen op de energiemarkt.

De huidige evolutie van de werkingskosten blijft bovendien gemiddeld onder de inflatie en zal, in het kader van de eerder voorgestelde werkgroepen, het onderwerp uitmaken van een diepgaande analyse.

4. Overdrachten

Ondanks de vele inspanningen die geleverd werden op het gebied van « niet-verplichte » subsidies, kenmerkt het ambitieuze investeringsbeleid van de Stad zich door een verhoging van bepaalde subsidies aan para-gemeentelijke VZW's, zoals Zwembaden in het Centrum, waarvoor de toelage verhoogt werd ten gevolge van de heropening van het zwembad van Laken. Door de aanstaande opening van twee nieuwe culturele centra (Saint-Nicolas et Breughel) worden eveneens de toelages van de VZW's die deze sites beheren verhoogd.

Er dient tevens opgemerkt te worden dat de financieringskosten van de erediensten continu stijgen zonder reële mogelijkheid van interventie of actie.

5. Luik investering

Het is belangrijk voor de Stad om de impact van de investeringen op de gewone begroting binnen de lijnen te houden. De schuldenlast worden op precieze en aandachtige wijze opgevolgd en onder controle gehouden.

Er zal voorrang verleend worden aan investeringen die tot besparingen leiden in de gewone begroting, met name in isolatie, zonnepanelen en in bewakingscamera's. Deze laatste investering zal er voor zorgen dat de Stad minder afhankelijk wordt van externe bewakingsfirma's.

Op het vlak van financiering blijft er onzekerheid bestaan betreffende de hernieuwing van het driejarig investeringsplan dat in het verleden de financiering van specifieke projecten mogelijk maakte. De Stad pleit in deze context voor een vereenvoudiging van het subsidiëringsproces door de creatie van een buitengewone algemene dotatie welke zou leiden tot een verlaging van de administratieve lasten voor beide betrokken entiteiten.

Er blijft daarnaast onzekerheid bestaan met betrekking tot de toekenning van leningen door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds dat al de financiering van verscheidene belangrijke investeringsprojecten mogelijk heeft gemaakt.

6. Luik OCMW

De toelage aan het OCMW is een bijzonder onzeker gegeven voor de volgende boekjaren. Veel beslissingen die op het federale niveau genomen worden verhogen op consequente wijze de lasten van de lokale besturen, en in het bijzonder van de OCMW's.

De opvang van vluchtelingen in afwachting van verblijfsdocumenten, de verlaging van de werkloosheidsuitkeringen evenals de gevolgen van de « lockdown » op de Brusselse economie leiden tot onzekerheid bij de Brusselse bevolking en zorgen ervoor dat zij zich sneller genoodzaakt zien om zich tot het OCMW te wenden voor bijstand.

Ondanks de prognose van een stijging van 1% - zoals voor het geheel van de overdrachten -, dient bijzonder aandacht besteed te worden aan het feit dat de toelage aan het OCMW in de komende jaren een progressief grotere hap uit het budget van de Stad zal nemen.

7. Luik Politiezone

De strenge maatregelen die de Stad zich oplegt met betrekking tot de werkings- en investeringsuitgaven zullen eveneens toegepast worden op de Politiezone.

Indien het hoge dreigingsniveau voor aanslagen aangehouden wordt dan zal het aantal uren dat gepresteerd wordt door de politiediensten in het kader van de staatsveiligheid hoog liggen. Dit zal een aanzienlijke impact hebben op de begroting.

8. Conclusies

Bovenvermelde uitleg met betrekking tot het meerjarig beheersplan illustreert perfect de bereidwilligheid van de Stad Brussel om op doordachte en verantwoordelijke wijze de bevoegdheden die haar toegekend worden te beheren.

Desondanks de inspanningen die geleverd worden om een maximum te plannen, blijft er een vorm van onzekerheid betreffende bepaalde factoren bestaan, zoals uiteengezet in de inleiding.

Het budgettaire evenwicht, hoewel versterkt door een aanzienlijke cumulatieve bonus, kan brozer blijken te zijn dan gedacht door de beslissingen die genomen worden door de hogere overheidsniveaus, die niet voorzien kunnen worden. Dit is de reden waarom de Stad Brussel oproept

tot een betere coördinatie met voorgenoemde overheden en waarom zij vraagt dat de impact van hun beslissingen op de gemeenten gecompenseerd wordt.

Doordat zij de helft van de investeringen in de publieke sector voor hun rekening nemen zijn de gemeenten namelijk onmisbaar voor de bouw van de lokale infrastructuur zoals scholen, sport- en culturele centra. Hun financiering vormt dan ook een grote uitdaging voor het einde van deze legislatuur.

B) Functionele as :

- Openbare orde en veiligheid

De laatste jaren heeft het aanwervingsbeleid binnen de zone een enorme boom gekend. Deze inspanning wordt nu vooral afgeremd door de gevolgen van, enerzijds, de pensioenen en, anderzijds, de vermindering van de federale dotatie. Opdat zij desalniettemin zich van haar veelvuldige taken zou kunnen kwijten, streeft de politiezone naar een break-even dankzij de verhoging van de gemeentelijke toelage (de vertrekken worden momenteel gecompenseerd door de aanwervingen).

Naast de jaarlijkse investeringen is een aanzienlijke investering voorzien in het onroerend patrimonium, met name door de aankoop van de Lorebru-site waar de territoriale sector 'NOH-Haren' ondergebracht zal worden en door de aankoop van de site De Ligne waar alle ondersteunende functionele en operationele diensten ondergebracht zullen worden. Indien deze aankopen niet gepaard gaan met een besparing op het gebied van personeel of met een verhoging van de dotatie aan de politiezone dan zullen ze een aanzienlijke invloed hebben op de dotaties van zowel Stad Brussel als Elsene.

- Onderwijs

In 2016 zal de Stad Brussel een budget van 40 miljoen euro voorzien, dat voornamelijk bestemd is voor een belangrijk project dat sterk gesubsidieerd wordt : het project met betrekking tot de afbraak en de heropbouw van het nederlandstalig complex Mutsaard. Dit complex zal kinderen verwelkomen van het kinderdagverblijf, de lagere- en de middelbare school, waardoor verschillende gemeentelijke bevoegdheden hun inbreng zullen hebben in het project. In zijn geheel zullen er 136 plaatsen gecreëerd worden in de lagere school, 132 in de middelbare school en 18 in het nederlandstalig kinderdagverblijf.

Op termijn zal dit project ook toelaten om franstalige plaatsen te creëren op de site Pagodes:

- Het Atheneum Karel Buls, dat tegenwoordig op de site Pagodes gevestigd is, zal zijn intrek nemen op de site Mutsaard waardoor 96 plaatsen zullen vrijkomen op deze site ten gunste van het Atheneum Pagodes.

- De kleuterschool Koningin Astrid, welke op de nieuwe vestiging gevestigd is (Donderberg), zal eveneens terugkeren waardoor 168 plaatsen zullen vrijkomen voor franstalige kleuters.

Tijdens de legislatuur 2016-2018, voorziet de Stad Brussel uitgaven ter waarde van 83 miljoen euro. Deze uitgaven zijn niet enkel bestemd voor het verhogen van het aantal plaatsen in het onderwijs,

maar ook voor het onderhoud, de verbetering en de renovatie van het reeds bestaande schoolpatrimonium.

De werken met betrekking tot de besparing van de energie zullen eveneens in acht genomen worden, teneinde de gewone uitgaven van de Stad Brussel aanzienlijk te kunnen verlagen. De isolatie van de dakbedekking heeft hierbij de voorrang inzake de investeringen met betrekking tot renovatie.

Eind 2018 wordt de opbouw van de infrastructuur van een nieuwe basisschool Congrès Dashbeck voorzien (administratief centrum). Deze uitbreiding zal 229 bijkomende plaatsen met zich meebrengen.

- Jeugd, opvoeding en schone kunsten

In 2016 zal een nieuwe infrastructuur in het kader van het wijkcontract Noord voor het “centre de jeunes Locomotives” eveneens het daglicht zien.

Het project FEDER – Beliris zal tevens een nieuwe bestemming geven aan de beurs als « Beer Palace ». Tot 2018 zal de Stad Brussel 5 miljoen euro ten hare laste nemen, teneinde de kosten tegemoet te komen. Daarenboven zal meer dan 20 miljoen euro gesubsidieerd worden voor dit project van formaat. Zo zullen de onbesproken architecturale kwaliteit en het feit dat men deze ruimte nieuw lezen zal inblazen deel uitmaken van het project. Dit zal niet enkel de aantrekkingskracht van de toeristische sector tot gevolg hebben, maar ook de terugkeer van de Brusselaars in Brussel-centrum dankzij de terugkeer van de tradities van de brouwerij en de Belgische kennis van zaken.

- Sociale- en familiale hulp

Zoals hierboven aangegeven werd, zal het project « Mutsaard » instaan voor het creëren van 18 bijkomende nederdstalige plaatsen.

Tegen het einde van de legislatuur zullen 2 nieuwe Kinderdagverblijven opgericht worden in samenwerking met City Dev. Deze constructies zullen plaats bieden aan 2x62 kinderen in het kader van het nieuwe wijkcontract TIVOLI.

Verder zullen de werken voor de constructie van de kinderdagverblijven Wittouck, in het kader van het wijkcontract Bockstael, tevens modelwijk, die in samenwerking zullen gebeuren met de Lakense Haard aanvangen in 2017.

Twee nieuwe samenwerkende onthaalouders zullen eveneens geopend worden op het grondgebied van Neder-Over-Heembeek in samenwerking met SFAR.

Er zullen bijgevolg 5 kinderdagverblijven en 2 samenwerkende onthaalouders geopend worden in de loop van 2016-2018.

- Openbare gezondheid en hygiëne

In 2016 zullen de werken met betrekking tot de reorganisatie binnen MR/S Aux Ursulines verdergezet worden: dit houdt voornamelijk renovaties, verhoging van de capaciteit van

het onthaal, het oprichten van 8 dienstwoningen voor bejaarde personen en de integratie van een kinderdagverblijf in het gebouw in. Het einde van de werkzaamheden wordt voorzien in 2018. De werkzaamheden met betrekking tot het revalidatiecentrum Heysel-G.Brugmann zullen eveneens verdergezet worden (renovatie en verhoging van de capaciteit van het onthaal MR/S). Het einde van deze werkzaamheden wordt eveneens voorzien in 2018.

Reorganisatiewerkzaamheden werden eveneens voorzien voor wat de residentiewoning Sainte-Gertrude betreft. Naar schatting zullen deze werken op hun einde lopen in 2018.

In 2017 is de opening van het nieuwe MR/S Maison Vésale voorzien, bestemd voor het onthaal en de begeleiding van gedesoriënteerde bejaarde personen (128 bedden). Tevens zal het einde van de activiteiten van MR/S op de site van het Instituut Pacheco plaatsvinden.

Het Instituut Pacheco zal een nieuwe bestemming krijgen in het programma van de dienstwoningen voor bejaarde personen. Tevens werd voorzien in de ontwikkeling van de reorganisatie van de diensten door begeleiding en zorg aan huis.

De sleutelwoorden tijdens de periode 2016-2018 inzake de netheid van het grondgebied zullen de volgende zijn: opvolging en vernieuwing van de problematiek met betrekking tot de straatvegers en de strijd tegen sluikstorten, de graffiti 's, de uitwerpselen van dieren en andere inbreuken.

De Stad Brussel zal eveneens 6 nieuwe elektrische straatstofzuigers aanschaffen en zal haar wagenpark van straatvegers vernieuwen teneinde te kunnen voorzien in de reiniging van de boulevards en de belangrijkste gemeentelijk verkeersaders.

In het kader van een efficiënter en moderner beheer van de openbare hygiëne, zal de Stad Brussel eveneens overgaan tot de aankoop van 42 intelligente vuilnisbakken (zonne-energie en compressor).

Tenslotte werden ook de toelagen ten aanzien van de verenigingen verhoogd, teneinde lokale initiatieven te ondersteunen met betrekking tot het ingraven en verwerken van afval.

- Huisvesting en ruimtelijke ordening

De gronderie en het OCMW zullen hun verbintenissen, aangegaan tijdens deze ambtsperiode, verderzetten in verband met het oprichten van woningen via het "plan 850 woningen". Het plan, geschat op om en bij 200 miljoen euro, zal voornamelijk uitgevoerd worden door de Grondregie die ongeveer 651 woningen zal oprichten. We merken hierbij op dat het budget dat de Régie zal aanspreken verschillend is van het budget van de Stad Brussel, waardoor dit bijgevolg geen invloed zal hebben op het budget van de Stad Brussel.

Naast woningen dient opgemerkt te worden dat nog een aantal investeringen zullen verwezenlijkt worden. Het betreft hier voornamelijk: enkele honderden parkeerplaatsen voor wagens, motorfietsen en fietsen, enkele openbare en private ruimten, moestuinen, gemeenschapskamers, lokalen die toegewezen worden aan de handel en aan burelen, scholen, verzorghuizen, ...

De Grondregie en het OCMW staan eveneens in voor projecten met betrekking tot alternatieve woonplaatsen en woonplaatsen die toegekend worden aan specifiek publiek: PMR, senioren, zorgbehoevende bejaarden, studentenkoten, kangoeroewoningen en zullen tevens een gedeelte van

het patrimonium voor de aankoop van gebouwen die voorzien zijn voor gezinnen met een gematigd inkomen.

Natuurlijk vallen al deze nieuwe investeringen binnen de strategie van de duurzame ontwikkeling (EPB 2015 en het specifiek kwaliteitshandvest)

In januari 2016 zullen er door de Grondregie 5 projecten beëindigd worden. 7 Projecten zullen nog aan de gang zijn en 7 projecten zullen aanvangen in 2016, 5 in 2017 en 2 in 2018. Verder dient opgemerkt te worden dat andere perspectieven zich zullen aftekenen en dat men in verloop van de tijd nieuwe geërfde/opgerichte woningen zal toevoegen aan het plan.

Op het gebied van Stedenbouw, zullen de voornaamste projecten van het jaar 2016, 2017 en 2018 de herinrichting van de wijk Nieuwstraat en het Ilôt Sacré inhouden.

In termen van de ruimtelijke ordening, zal het plein Agora aan een diepgaande studie onderworpen worden in verband met de herinrichting. De nieuwe pleinen moeten het daglicht zien voor het einde van de legislatuur. Tevens zullen enkele wijzigingen voorzien worden voor het Barricade- en justitieplein.

De werken in de omtrek van de beurs zullen simultaan aangevat worden met deze van de centrumlanen. In het kader van de vernieuwing van deze laatste, zal een bijzondere aandacht besteed worden aan de gevels. Een renovatiepremie, bovenop de premie van het gewest, zal uitgekeerd worden teneinde een drijfveer in de besluitvorming te vormen.

De palen van de afrastering van het Park van Brussel, zullen herbevestigd worden en zullen gerenoveerd worden zoals pilasters. De omwallingsmuur en de overblijfselen, de Villerstoren en de « Tour du Pléban » zullen deel uitmaken van een renovatie.

Het Stadhuis zal een bijzondere aandacht genieten tijdens de renovatie van haar 4 torentjes en het derde stadium van de reparatie van de dakbedekking.

Tevens zullen nieuwe stedenbouwkundige plannen en werkplannen verder uitgewerkt worden.